

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Conseil général de l'Environnement  
et du Développement durable

Paris, le 18 novembre 2010

3ème Section

Aménagement durable des Territoires

Collège paysage, espaces protégés  
et patrimoine

Michel Brodovitch

Inspecteur général de l'administration du développement durable

Architecte

Membre associé de l'inspection des Patrimoines

**RAPPORT**

**A LA COMMISSION SUPERIEURE DES SITES**

**SEANCE DU 18 NOVEMBRE 2010**

Tél. 01 40 81 92 57 – Fax : 01 40 81 23 95

Courriel : [michel.brodovitch@developpement-durable.gouv.fr](mailto:michel.brodovitch@developpement-durable.gouv.fr)

**SITE CLASSE DU PONT DU GARD  
DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DU LABEL  
GRAND SITE DE FRANCE**

Le dossier de renouvellement du label Grand Site du Pont du Gard a été présenté devant la commission départementale des sites le 30 septembre 2010.

La commission a émis un avis favorable à l'unanimité au renouvellement du label, « *compte tenu de l'excellence de la démarche qualité conduite au Pont du Gard, et considérant que les perspectives annoncées par le dossier de demande de renouvellement du label sont de nature à conforter l'ensemble des acquis, tant en termes de gouvernance que d'actions effectives de protection et de valorisation du site...* ».

Face à une telle unanimité, que je partage pour suivre ce projet depuis son élaboration et l'avoir présenté devant vous à de nombreuses reprises, je ne vous exposerai pas, à nouveau, le détail du contenu du dossier.

Notons cependant que la structure de gestion retenue, d'un établissement public de coopération culturelle (EPCC), sur les 165 hectares du site, avec les partenariats qu'elle permet et favorise, a été et demeure un élément déterminant pour une gestion équilibrée du site.

Cette structure permet de faire évoluer la politique de gestion des flux de visiteurs et d'accueil du public sans s'écarter des principes, définis à l'origine, de conservation du patrimoine paysager historique et archéologique.

Sous l'aspect des divers espaces protégés, les 165 hectares gérés directement par l'EPCC sont inclus dans un premier site classé de 407 hectares englobant le cadre naturel des abords du Pont, puis prolongé en amont par le site classé des gorges du gardon, d'une superficie de 2905 hectares. Ce dernier site devrait être étendu prochainement au paysage de garrigues surplombant les gorges au nord et au sud.

Marc Esteben, dans son rapport à la commission départementale des sites, a souhaité qu'à l'occasion de cette nouvelle extension du périmètre protégé, le site du Pont du Gard conserve sa spécificité par rapport à celle des gorges et garrigues nîmoises.

Il propose pour cela que l'intitulé du site en tienne compte pour identifier ce particularisme. Le dossier vous ayant déjà été présenté, cette question, déjà débattue, pourra être à nouveau posée au moment de son examen par le conseil d'Etat.

Sur le territoire des 165 hectares de l'EPCC directement concernés par l'obtention du label, les deux questions évoquées en commission des sites ont porté sur :

- Une réflexion à mener dans le futur en cas d'augmentation significative du nombre des visiteurs,

La réponse donnée à cette question, au moment de l'examen du projet par votre commission et celle des monuments historique, avait été de considérer que les aménagements autorisés constituaient le maximum de surfaces admissibles dans le site. A ma connaissance, les surfaces construites sur le site permettent de faire face à la demande. Dans l'hypothèse d'une augmentation de fréquentation préjudiciable à la visite, seuil ne me semblant pas atteint, il conviendra d'examiner si le principe édicté au moment de l'acceptation du projet doit être maintenu comme cadre à la réflexion.

- La politique tarifaire

Par rapport à une situation précédente où le prix du stationnement était déconnecté de l'accès aux offres culturelles payantes, il est demandé aujourd'hui 15 euros par véhicule, ce montant donnant accès à l'ensemble des équipements du site. Ces nouveaux tarifs, tout comme les précédents, ont donné lieu à critiques dans la presse locale. William Dumas et Paolo Toeschi pourront répondre précisément aux questions posées par ce nouveau tarif et son degré d'acceptation.

Je n'ai, pour ma part, pas d'avis tranché sur la question, si ce n'est pour constater qu'avant les aménagements le stationnement était payant sur le site, dans des conditions de gardiennage et d'aspect déplorables. Par la suite, une fois le site aménagé et de bonnes conditions d'accueil réunies, le tarif du stationnement a été critiqué. Critique portant également sur le prix excessif d'accès aux équipements.

Aujourd'hui, les riverains, pour ceux venant régulièrement sur le site, bénéficient d'un abonnement annuel de 20 à 25 euros par an pour un véhicule,

Plus que le montant demandé, cette critique récurrente des tarifs depuis l'ouverture du site me semble liée à une position de principe jugeant qu'un site aménagé par la collectivité devrait être gratuit.

Je ne suis pas sûr que votre commission ait capacité à trancher le vaste débat entre public et privé.

A ces remarques portant sur le cœur du site, objet du renouvellement du label, j'en ajouterai une, relative à la gestion quotidienne et à la nécessité de maintenir le niveau de qualité des aménagements réalisés et de poursuivre l'effort dans toutes les actions nouvelles.

Si des améliorations doivent être apportées dans l'objectif d'une meilleure information des visiteurs, elles doivent impérativement s'accompagner du souci du détail qui a fait tout l'intérêt de ce projet.

Certaines dispositions du projet initial ne fonctionnant pas de manière optimale, il convient de les faire évoluer, sous réserve de maintenir le niveau de qualité des aménagements.

A ce titre quelques améliorations apportées récemment doivent trouver une meilleure insertion dans le site, notamment :

- Les panneaux d'entrée dans le site dont la localisation et le graphisme doivent être conçus globalement, éventuellement par suppression des installations initiales si elles s'avéraient inutiles,
- Les poubelles dont le modèle initial n'est plus utilisé pour des raisons de sécurité, mais conservé et complété par de nouveaux dispositifs, cendriers et corbeilles,
- Les panneaux de signalisation dans le parking, rive gauche, permettant vraisemblablement une meilleure circulation des véhicules, mais dont le dessin devrait être maîtrisé, en harmonie avec le projet de Laure Cognam,
- Les ganivelles sur les rochers au dessus du Gardon, destinées à éviter les accidents, dont l'impact visuel est significatif dans le panorama depuis le pont Pitot.

Si minimales que soient ces installations, elles me semblent devoir s'inscrire dans le site dans la continuité du projet d'origine.

La dernière observation faite par Marc Esteben en commission départementale, jugée déterminante pour l'avenir du grand site et sa pérennité, concerne l'ancrage du grand site dans son territoire.

Votre commission avait préconisé la création de zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager dans les villages proches du pont. Dernièrement, le conseil scientifique a proposé de s'intéresser aux parcours d'approche depuis la sortie de l'autoroute, démarche partagée dans les études du SCOT.

On ne peut que constater le manque de traduction concrète de ces recommandations.

Le mitage du versant de Castillon du Gard se poursuit, dans sa partie visible depuis le pont du Gard.

En matière de maîtrise du paysage des accès depuis l'autoroute, son aspect se dégrade, tout à la fois par les multiples enseignes qui ponctuent le parcours et par les aménagements routiers, dont le dernier en cours de réalisation depuis la semaine dernière vient de supprimer les vestiges d'une magnifique allée de platanes, au lieu dit « les croisées » à l'intersection des routes départementales D6086 et D19a.

Bien que conscient des intérêts contradictoires qui conduisent à un certain « laissé aller » sur et au bord de nos routes, j'avoue avoir été tout aussi surpris que choqué de découvrir cet aménagement routier, huit jours après avoir assisté, dans le cadre des réunions du conseil scientifique, à un exposé de la démarche qualité du SCOT.

Si les partenariats relatifs à la gestion des espaces naturels et protégés sont généralement suivis d'effets, la question du paysage quotidien reste un domaine où il paraît difficile de dépasser le stade des intentions.

Le périmètre de la zone tampon, défini autour du bien inscrit, bordant la route départementale dans sa partie nord, nous nous exposons au risque d'être rappelé à nos obligations dans l'avenir, au titre de l'application de la convention du patrimoine mondial.

Cette référence à l'actualité des aménagements aux abords du site, ne peut que m'inciter à préconiser que l'EPCC poursuivre son effort de sensibilisation de ses partenaires pour la mise en place d'instruments de gestion du paysage suivis d'effets (chartes paysagères, règles relatives aux enseignes et pré-enseignes...).

Prenons garde cependant de ne pas demander à l'EPCC de se substituer aux responsables en charge de la gestion de ces espaces, collectivités, services routiers.

C'est la raison pour laquelle, par rapport à la demande légitime d'ancrage du grand site du pont du Gard dans son territoire, je vous propose de partager l'objectif, en rappelant les responsabilités et prérogatives de chacun.

A l'intérieur de son périmètre, et on l'a vu souvent bien au delà, l'établissement de coopération culturelle du pont du Gard, rempli entièrement les obligations justifiant le renouvellement du label Grand Site de France

Souhaitons que l'importance du site en termes de valeur culturelle exceptionnelle et de flux de visiteurs qu'il génère soit l'occasion pour le territoire qui l'entoure d'en tirer le meilleur profit, par une mise en valeur répondant à l'attente des visiteurs.

A handwritten signature in black ink, reading "M Brodovitch". The signature is fluid and cursive, with a large initial "M" and a stylized "B".

Michel Brodovitch